



Pourquoi la future PAC 2021–2027 risque de s'écrire « au rabais » ?



Ce mardi, le Parlement européen commence l'examen de la réforme de la Politique agricole commune 2021–2027. Une réforme éloignée des ambitions initiales

1. Les Etats membres divisés sur l'architecture verte de la PAC

La future Politique agricole et alimentaire commune (PAAC) avait pour ambition de relever plus efficacement les défis actuels et futurs tels que le changement climatique, la protection de l'environnement, le renouvellement des générations... L'accompagnement de la transition agroécologique était affiché comme un objectif majeur. Mais selon les 43 organisations, dont la Confédération paysanne, qui ont lancé la plateforme « Pour une autre PAC », le compte n'y est pas. « L'architecture verte n'est pas assurée, en l'état actuel des discussions qui ont lieu au sein du conseil des ministres européens et au regard du compromis entre les trois principaux partis du Parlement européen », fait remarquer Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne. « La PAC prévoit que les États s'engagent dans des « éco-schémas » pour le climat, la biodiversité et le bien-être animal. Mais nous n'avons aucun engagement sur le pourcentage du 1er pilier qui leur sera consacré. La France en demandait 30 %, le consensus irait vers 20 % quand nous espérions 40 %. L'espoir de plus de conditionnalité dans les aides est également balayé. »

2. D'une politique commune à une renationalisation

Un autre point qui inquiète la plateforme réside dans le renforcement annoncé du principe de subsidiarité. Autrement dit, les États membres vont devoir ériger des plans stratégiques nationaux. Plans leur offrant une plus grande marge de manœuvre pour fixer les modalités de mise en œuvre de la PAC sur leur territoire. Les conditions d'éligibilité des agriculteurs aux aides seront-elles différentes selon les pays ? Quels seront les plafonnements ? Les obligations des États ? Autant de questions qui laissent présager un accroissement des distorsions de concurrence entre pays de l'UE. « On est attaché à ce que l'agriculture et l'alimentation demeurent un enjeu stratégique européen. Cette idée de plans nationaux nous éloigne de l'esprit même de l'Europe », martèle Nicolas Girod. Également dans le viseur de la Confédération paysanne : le maintien de la prédominance de l'aide à l'hectare plutôt que l'aide à l'actif ou l'aide pour service rendu à l'environnement. « On continue à privilégier l'agriculture industrielle à l'agriculture paysanne à taille humaine. »

3. Les eurodéputés français appelés à réagir

La plateforme

« **Pour une autre PAC** » appelle les eurodéputés français à se mobiliser pour faire en sorte que le Parlement européen plus progressiste puisse faire contrepoids au conseil de l'UE, plus conservateur. « Nous les invitons à ne pas céder à la pression de certains États membres moins ambitieux, à ne pas céder à la pression d'une partie de l'agro-industrie, à ne pas défendre des ambitions au rabais au prétexte d'un compromis et d'avoir le courage de porter un changement systémique inéluctable visant à réparer les dégâts occasionnés par le modèle agricole actuel », souligne Mathieu Courgeau, paysan et président de la plateforme. À noter que le Parlement européen va examiner trois textes et pas moins d'un millier d'amendements.

La rédaction vous conseille

Deux personnes disparues depuis un an en Dordogne : un possible double meurtre ?

En Charente, des bracelets pour éloigner les ex-conjoints violents

[https://images.sudouest.](https://images.sudouest.fr/2020/10/19/5f8dd7a866a4bd5d2cd0c6df/golden/laccompagnement-de.jpg)

[fr/2020/10/19/5f8dd7a866a4bd5d2cd0c6df/golden/laccompagnement-de.jpg](https://images.sudouest.fr/2020/10/19/5f8dd7a866a4bd5d2cd0c6df/golden/laccompagnement-de.jpg)

L'accompagnement de la transition agroécologique était un objectif majeur de la future PAC. ©

Crédit photo : ARCHIVES LOÏC DEQUIER/ «